

Objet | Remplacement des câbles HTA rue Maréchal Foch à Cenon.

Monsieur Jean-François EGRON, Maire de CENON et Vice Président de Bordeaux Métropole,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la route, décret n° 95-807 du 30 juillet 1985 modifiant certaines dispositions du Code de la Route, et le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police du Maire en matière de circulation routière,
Vu l'ordonnance n° 2000-930 du 22 septembre 2000, ratifiée le 8 novembre 2000 relative à la partie législative du code de la route,

Vu l'arrêté numéro 2020-232 du 29 mai 2020 de suppléance et de délégation de signature,

Vu la délibération numéro 2021-27 du 8 février 2021, relative à la fixation des montants pour les emprises de chantier dans le cadre des Autorisations d'Occupation Temporaire du Domaine Public,

Considérant la demande présentée par l'Entreprise **CEPECA BORDEAUX, 38 route de Lalande 33450 Montussan Téléphone : 05.56.72.54.00**, à l'effet d'entreprendre **des travaux pour le remplacement de câbles HTA rue Maréchal Foch au niveau du transformateur Enedis à Cenon**,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les dispositions utiles afin de procéder en toute sécurité aux travaux précités,

Sur proposition de Madame La Directrice Générale des Services Municipaux,

A R R E T E

Article 1^{er} : L'entreprise **CEPECA BORDEAUX pour le compte d'ENEDIS**, est autorisée à entreprendre **du 7 novembre 2022 au 15 décembre 2022**, des travaux pour le remplacement de câbles HTA rue Maréchal Foch au niveau du transformateur Enedis à Cenon.

Article 2: Pendant toute la durée des travaux :**(6 semaines)**

- La circulation **sera maintenue au minimum en demi-chaussée avec alternat par feux de chantier au niveau du transformateur.**
- L'emprise chantier sera délimitée par une signalisation du type K16.
- **Les signalisations devront être adaptées et conformes à l'article 3.**
- La circulation des piétons sera maintenue et dirigée par une signalisation appropriée sur le trottoir opposé.
- La circulation des cyclistes intègrent la voie de circulation classique.
- La base de vie de chantier ainsi que le stockage des matériaux devront être dans l'emprise chantier.
- Le stationnement **sera interdit au droit des travaux.**
- La desserte des riverains demeurera assurée dans les meilleures conditions possibles.
- **Kéolis et le SDIS** seront informés des désagréments occasionnés.

Article 3 : La signalisation réglementaire de chantier matérialisant les dispositions des articles précédents, sera mise en place, entretenue et déposée par les entreprises chargées de l'exécution des travaux, elle sera conforme à l'instruction interministérielle de signalisation routière.

Article 4 : L'entreprise se charge de l'information auprès des riverains, entreprises et services publics concernés.

Article 5 : Le nettoyage et la remise en état des éventuelles dégradations sur la chaussée et sur les trottoirs devront être assurés par le demandeur.

Article 6 : L'éventuelle redevance sera calculée à l'achèvement des travaux et fera l'objet de l'émission d'un titre recette.

Article 7 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès verbaux, et les contrevenants poursuivis conformément à la loi.

Article 8 : Les services de Police, les services communautaires et les services municipaux sont chargés, selon leurs compétences respectives, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs Communaux.

Fait à CENON, le **27 octobre 2022**

Rendu exécutoire en vertu de l'article L.2131-1 du CGCT
Date d'affichage : le 28/10/2022

Pour le Maire,
L'Adjoint aux Grands Travaux,
Patrimoine Municipal et VRD,

Jean-Marc SIMOUNET

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.